

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du mercredi 15 mai 2024

La réunion s'est tenue le mercredi 15 mai 2024, de 14 h à 16 h 30 dans les locaux de la FSU, en présence de CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, (Ensemble & Solidaires en congrès est excusé). L'UNIRS Solidaires était représentée par Gérard Gourguechon et Patrice Perret.

Ordre du jour : contexte général, les 10 ans du « Groupe des 9 » le 23 mai, campagne santé et pouvoir d'achat, lettres au gouvernement.

Contexte général

La FSU, organisation invitante, introduit la discussion.

Le climat s'obscurcit dans un contexte de guerres (Gaza, Ukraine, Yémen, Soudan, etc.) avec un gouvernement français qui dit vouloir aller faire la guerre, ce qui rencontre un écho. La montée de l'extrême-droite continue et risque d'être visible dans les élections du 9 juin, à cause des colères et désespérances et du discrédit politique des autres forces. Le RN avance « masqué », sans tenir le devant de la scène. Ses votes s'opposent toujours au progrès social, en France comme au niveau européen, ce que les médias, avec une certaine complaisance, ne mettent pas en avant.

La dégradation de l'environnement a des conséquences sur la planète et la santé de la population. Les inégalités, la pauvreté augmentent sous prétexte de mesures pour résorber la dette. L'austérité annoncée est préoccupante, PLF et PLFSS auront des conséquences dramatiques, d'autant plus que les profits s'accroissent toujours. Cela se complète de la répression, notamment des militant·es, des syndicalistes, et par la restriction des libertés, notamment de manifester. Les droits sont bafoués, notamment la liberté d'expression et la liberté de manifestation.

Les services publics sont mis en cause, notamment pour la santé (franchises médicales augmentées, ALD, AME, ...) et les services publics de proximité sont supprimés, ce qui renforce l'isolement.

Mais de nombreuses luttes subsistent.

Pour les retraité·es, une campagne du gouvernement se développe sur la trop grande revalorisation faite au 1^{er} janvier 2024 : elle veut nous préparer à l'idée d'une sous-indexation en 2024, début 2025. Le coût de la santé augmente, la perte d'autonomie souffre de l'absence d'une loi grand-âge. La loi bien vieillir, insignifiante, déplaît à un grand nombre. Le rapport du CESE et celui de l'IGAS réclament une grande loi.

Le tour de France de la santé montre que c'est une préoccupation majeure.

La Fonction publique aura sa Protection Sociale Complémentaire par ministère : l'entrisme des organismes privés s'accroît et le ministère de l'environnement a choisi une startup pour piloter la PSC !

Notre action est positive, bien qu'il faudrait qu'elle mobilise davantage. Plus d'une centaine d'initiatives le 26 mars : cela révèle un ancrage territorial qui est un levier pour mobiliser davantage.

La FGR-FP insiste sur l'importance de l'unité des forces syndicales. Le 1^{er} mai devait se faire sans FO, ni CFDT, mais elles étaient présentes dans les cortèges dans quelques villes. Nous devons débattre de cette unité, indispensable face aux attaques. Le PLFSS 2025 va diminuer les services publics, augmenter les restes à charge, ... nous devons nous y préparer. Nous venons de voir qu'un

patron (celui de la SNCF) qui adopte pour une fois une politique de dialogue social se fait virer. La France est dite attractive pour les capitaux. Macron reçoit les PDG des multinationales à Versailles mais Total va s'installer aux États-Unis. Les politiques raisonnent en fonction du marché. Les menaces sur les collèges et lycées sont levées, mais les économies sur la santé restent. Les moyens financiers des départements sont réduits, et ceci a des conséquences directes sur le niveau de l'APA. Le G9 est ancré dans les départements, il doit construire un rapport de forces et des alternatives.

LSR partage les propos précédents et insiste sur l'importance de l'ancrage du G9, elle prend en exemple le Doubs le 26 mars qui a invité deux députés Renaissance qui ont accepté de venir discuter devant 200 personnes le 29 avril. C'est le signe que le G9 est une réalité vivante. Le questionnaire sera massivement rempli.

La CFE-CGC constate la même chose. Le 1^{er} mai, le président de la CFE-CGC ne voulait pas participer pour des raisons historiques. Le G9 de Rennes (35) se dissout lentement, un groupe nommé « pirate » morcelle le G9 en interdisant la parole, en reprenant à son compte, de façon très violente, toutes les actions prévues par d'autres. (La FGR-FP confirme : la violence systématique empêche d'aller dans la rue).

La CGT revient sur les dossiers lourds en cours :

- La carte pétition est toujours d'actualité car aucune revalorisation n'est prévue pour 2025.
- L'ensemble du système de santé : délais d'attente, sur-classements, ...
- Toutes les libertés sont menacées : 600 fachos défilent à Paris avec l'autorisation de la justice. Heureusement, la contre mobilisation a fonctionné. La bataille contre les idées de l'extrême-droite s'impose.

Le 1^{er} mai était prévu en ordre dispersé mais il y a eu des « renforts » locaux de FO, de la CFDT. L'unité se construit à la base avec des personnes. Nous avons eu raison de tenir la journée de mobilisation des retraité·es, qui a eu un écho médiatique. Le mouvement ouvrier est marqué par son échec lors du mouvement contre la réforme des retraites du printemps 2023.

Le 9 juin, le soir des élections européennes risque de montrer une situation nouvelle, mais l'important est que les idées d'extrême-droite sont reprises par d'autres et sont de plus en plus souvent, de fait, mises en application par le gouvernement actuel.

Macron a annoncé un niveau plafond des retraites en-dessous des 13 % de PIB. Les retraité·es vont payer.

Les déserts médicaux, le recul des services publics poussent au développement du privé. Il nous faut réfléchir sur le financement du système de santé.

Pouvoir d'achat et accès à la santé se complètent : 8 % de retraités sont sans mutuelle, 27 % ont restreint leurs choix de santé, le nombre de petites retraites va augmenter par le remplacement des cotisations par une TVA sociale. L'Agirc-Arrco a 93 milliards de placements financiers, si l'Etat prend 1 milliard, c'est 1 point de moins pour les pensions.

Solidaires : l'échec collectif des idées progressistes, leur régression depuis des dizaines d'années nous placent en mauvaise posture... et l'extrême-droite en profite, alors qu'elle vote toujours contre le progrès social. Ceci devrait faire réfléchir le mouvement ouvrier : le contexte de précarité et d'inégalités croissantes devrait nous être favorable, et c'est l'inverse qui se produit : nous avons raté quelque chose.

Une petite remarque sur les suites de l'unité d'action entre les organisations syndicales lors du conflit sur les retraites de 2023 : l'Union syndicale Solidaires vient de tenir son Congrès. Elle a invité toutes les organisations, ce qui est nouveau. Toutes sont venues (sauf FO), ce qui est également nouveau. Et lors de toutes les interventions (souvent en visio), l'accueil par les congressistes a toujours été positif ; ce qui est également nouveau. L'unité de la lutte lors de la réforme des retraites a marqué les esprits.

Le G9 a 10 ans d'unité d'action sur la base d'une plateforme revendicative, que la CFDT ne partage pas, c'est pourquoi elle n'est pas dans le G9. Nous devons continuer à élargir notre champ de réflexion et de revendications, nous sommes concernés par les déserts médicaux, le recul des Services Publics, le financement du système de santé, les manques dans la santé, ... nous pouvons être un modèle d'unité pour les confédérations.

La CFTC pense qu'il faut insister sur le budget, dont le trou pourrait être comblé par la suppression des aides au patronat. L'unité : vidéo de Nantes montre la présence de toutes les organisations le 1^{er} mai.

Sur la fin de vie : bien mourir, c'est bien, mais bien vieillir avant est aussi important.

Les 10 ans du « Groupe des 9 » le 23 mai

Jean-Marie Pernot a confirmé sa présence et attend que nous lui précisions ce que l'on attend de lui, sachant qu'il pense à l'Europe sociale et à l'importance du G9 dans le syndicalisme français. Solidaires lui a envoyé le texte sur le G9 figurant dans le numéro de la revue Les Utopiques, ce qui lui a permis de se remémorer le G9.

Un diaporama a été envoyé par la CFE-CGC, pour le diffuser en boucle pendant que tout le monde s'installe.

La CGT informe que la grande salle de la Bourse du travail a subi des dégradations, il n'est pas sûr que la vidéo fonctionne, d'autant plus que le personnel technique manque. Elle propose une tribune avec un micro, un accueil à l'entrée pour les inscriptions. Il ne semble pas souhaitable que les 9 s'expriment au début. Elle préfère limiter les interventions avant celle de Pernot qui précédera les questions de la salle. Il faut que l'on présente notre bilan et que le débat s'instaure.

La FGR-FP partage le fait d'interventions rapides, y compris de Pernot. Il y aurait 20 personnes de la FGR-FP.

FO partage aussi : une seule personne introduit la rencontre (les faits qui ont provoqué la création du G9), puis Pernot intervient et répond aux questions.

La FSU sait que des militant·es proches de la région parisienne s'organisent pour venir. L'introduction peut être portée par deux voix, Pernot prendra le temps que l'on lui donnera et il faudrait chuter sur un appel reprenant nos revendications.

Solidaires a reçu 11 inscriptions spontanées et la région parisienne devrait venir. Après l'introduction (par la FSU ?) et l'intervention de Pernot, il faudrait que la CGT donne la parole selon les 4 questions posées dans l'invitation. Nous sommes d'accord pour une déclaration finale comme la précédente fois, gérée par FO. Nous avons proposé une mise à jour de l'historique de l'activité du G9, qui est maintenant actualisé à avril 2024. Il faudrait que chaque structure vérifie. Nous pourrions en tirer une centaine d'exemplaires à apporter le 23 mai.

La CGT pense que la CGT (Cathy Cau) doit être un des deux intervenants au départ. Un pot à la fin de la rencontre est possible à condition de connaître à peu près le nombre de personnes présentes. *[Nous avons appris après la réunion que ce ne serait pas possible, la salle est occupée à partir de 18 h 30]*

LSR insiste sur le fait qu'il ne faut pas oublier les associations (il est répondu que toutes les organisations seront présentées au début).

La FGR-FP insiste sur le contenu de la discussion avec la salle et la valorisation de ce qui est fait notamment dans les CDCA (tout le monde pense que ce n'est pas possible d'aborder le CDCA).

Pernot devra insister sur la vie du G9 sur l'ensemble du territoire, de façon souple (dans certains départements, il n'y a que 4 ou 5 structures présentes, parfois ça peut aller jusqu'à 10 ou 11).

FO (Didier) enverra un court projet de déclaration finale qui insistera sur les revendications du G9, que doit accepter une autre organisation qui voudrait nous rejoindre.

La CGT souhaite que le G9 prenne de l'ampleur. Dans les départements, le G9 vit essentiellement lors des mobilisations et rarement de façon permanente pour travailler sur ce qui nous est commun. Ne faut-il pas aller plus loin dans les réflexions ? Pourquoi ne pas inviter les confédérations au 23 mai (pas forcément le numéro 1). Elle en a marre que le G9 fonctionne mais qu'en allant au-dessus, il n'y a plus rien. Les retraité·es travaillent sur ce qui touche les retraité·es et les confédérations doivent utiliser ce travail.

En 2014, Pernot disait déjà : *« Dès lors que le syndicalisme pèse sur les évolutions de la société, les syndiqués retraités y ont toute leur place ».*

FO rappelle que les confédérations ont marché ensemble contre la réforme des retraites sur la base d'un accord, c'est historique. Aujourd'hui, les « réformes » avancent, avec des nuances d'analyse entre les confédérations. FO invitera sa conf.

La FSU l'invitera aussi, nous avons déjà eu les conf dans un rassemblement retraité·es.

Le débat ne doit pas être un simple état des lieux (chaque département se raconte) même si cela se fera, il faut que l'intérêt du G9 soit l'interaction nationale / local, ainsi que comment on poursuit le G9.

Solidaires demandera une présence du Secrétariat national de Solidaires lors du Bureau National de demain, jeudi 16 mai. Le G9 élabore ensemble ses revendications et il serait bien qu'ensuite les confs les portent ensemble. L'Unirs élabore des revendications spécifiques aux retraités (fin de vie, ehpad, âgisme, etc.), puis ça peut devenir une revendication de Solidaires.

La CGT cite l'exemple de l'augmentation de la CSG qui a suscité des immenses manifestations avec des personnes non connues, ce que l'on n'a pas vu à nouveau. Comment multiplier les mobilisations ?

Relevé de décisions adopté :

Il est décidé que chaque organisation invite un·e représentant·e de sa confédération, qui sera présent·e dans la salle au même titre que les autres participant·es. Chaque organisation précise à la CGT (Jean-Pierre Lalbat) le nombre de personnes qui pensent venir, afin d'adapter la logistique aux personnes présentes.

Le déroulement de la demi-journée, de 14 à 17 h, est précisé :

- Chaque organisation peut/doit venir ½ heure avant l'ouverture pour préparer la salle et l'accueil.
- Une table d'accueil, tenue par la CGT, permettra aux personnes participantes de s'inscrire, ce qui permettra un bilan des présences.
- Une table (ou plusieurs) accueillera les publications des 9 organisations concernant les retraités, dont le questionnaire santé (qui aura été mis en page auparavant et précédé d'un « mode d'emploi » par Solidaires, la FSU en apporte 100), l'historique du G9 actualisé par Solidaires à avril 2024 (Solidaires en apporte 100 ; au préalable toutes les organisations relisent rapidement pour d'éventuelles corrections).
- Il semble difficile de passer une visio en boucle, le temps que tout le monde s'installe : les conditions techniques ne sont pas assurées.
- En tribune, il y aura Jean-Marie Pernot et chaque organisation sera représentée

- La tribune sera présentée par la CGT (Jean-Pierre Lalbat), ce qui permettra de rappeler la composition syndicale et associative du G9.
- La CGT (Cathy Cau) et la FSU (Marylène Cahouet) interviennent brièvement chacune pour présenter la création puis le développement du G9, son histoire et ses actions, dans l'objectif de faire réfléchir sur la façon dont il pourrait se développer et mobiliser davantage. Et elles présentent la réunion et ses objectifs.
- Jean-Marie Pernot interviendra ensuite sur la place du syndicalisme retraité dans le contexte national et européen.
- La CGT (Jean-Pierre Lalbat) assurera l'animation et donnera la parole à la salle pour les questions, en incitant à respecter les 4 temps figurant dans l'invitation au 23 (unité inédite qui perdure et se renforce, élargissement du champ revendicatif, où nous en sommes après 10 ans de pratiques unitaires nationale et départementales, place des retraités dans la société avec leurs syndicats et associations).
- Il s'agit de centrer les interventions sur le présent et l'avenir : comment poursuivre et améliorer ?
- FO (Didier Hotte) terminera cette demi-journée en proposant une courte déclaration finale qui insistera sur les revendications du G9, que doit accepter toute autre organisation qui voudrait nous rejoindre.

Campagne santé et pouvoir d'achat

La FSU rappelle que la CGT (Cathy Cau) et la FSU (Marylène Cahouet) ont élaboré un questionnaire à destination des équipes de militant·es (et non individuel), sans trop de questions ouvertes pour rester « dépouillable ». Il est possible que l'on reçoive 9 réponses par département, mais il est fortement souhaité une réponse collective de chaque G9 départemental, pour dépouiller plus facilement mais surtout pour qu'un travail d'équipe réfléchisse aux actions.

Solidaires insiste sur cette occasion, pour les équipes locales, de se rencontrer et d'échanger pour élaborer une réponse collective et réfléchir aux initiatives possibles. Il y a déjà eu des actions

de ce genre faites par des équipes dans des départements : des enquêtes sur des EHPAD, des suivis d'EHPAD publics rachetés par le privé. Ce serait effectivement positif que, progressivement, les équipes dans les départements soient organisées pour être des structures de surveillance des insuffisances des services sanitaires et de santé. Le projet de questionnaire présenté doit être précédé d'un mode d'emploi, et il faut qu'il soit mis en page.

La CGT précise que dans un grand département aux vécus différents, le questionnaire peut être rempli par ville ou canton. Des rassemblements sont-ils possibles en septembre ou octobre ? Le 1^{er} octobre, la FERPA fait une

grande journée de mobilisation (assaillir le ministère de la santé ?), retenir ce jour permettrait de ne pas préparer deux journées d'actions proches. Nous partons sur une campagne très longue liant pouvoir d'achat et santé.

Il faudrait dissocier usager, personnel (sans droit de grève), santé dont les revendications sont spécifiques et complémentaires.

Les JO ont des effets dramatiques sur la circulation dans Paris (comparables au confinement), sur les conditions de travail de certaines professions.

La CFTC cite un questionnaire de la CNSA déjà réalisé (la CGT répond que des instances font de belles statistiques mais que, pour nous, le questionnaire est surtout un levier, un outil pour l'action).

Relevé de décisions adopté :

La CGT (Cathy Cau) et la FSU (Marylène Cahouet) ont élaboré un questionnaire à destination des équipes de militant·es (et non individuel), sans trop de questions ouvertes pour rester « dépouillable ». Son contenu est adopté, chaque organisation envoie ses remarques de forme dans cette semaine à Solidaires (Patrice Perret) qui enverra la version définitive mardi 21 mai. Les réponses devront arriver pour le 30 juin au plus tard, afin de laisser le temps à la préparation d'une action fin septembre / début octobre, dont les modalités restent à définir en fonction des réponses au questionnaire. N'oublions pas notre revendication sur la revalorisation des pensions et notre demande d'augmentation immédiate de 10 % car se soigner a un coût.

FO exprime des réticences à une mobilisation dans le cadre de la FERPA, avec la CFDT qui dirait qu'elle n'est pas au courant du questionnaire... Elle préfère une action du G9, le 1^{er} octobre ne verra probablement pas une action FERPA très précise. Dans les départements, le G9 sera amené notamment à rencontrer les ARS.

La CGT tient une réunion interne les 18 et 19 juin, elle explique qu'elle avait situé cette mobilisation fin septembre / début octobre, et que ce serait idiot de tenir deux journées, FERPA et non-FERPA, car dans les esprits, ce sera une journée de mobilisation

La politique actuelle ferme des hôpitaux pour concentrer les moyens sur un gros hôpital.

La FSU soutient l'idée d'une mobilisation très tôt à la rentrée, ce qui nécessite d'y réfléchir en juin.

Un mode d'emploi, proposé par Solidaires (Patrice Perret), expliquera que nous souhaitons une réponse collective du G9 départemental. Cette réponse collective est l'occasion de rencontres et de réflexions départementales (voire locales) sur ce qu'il est possible que le G9 fasse dans le département, sur les initiatives possibles concernant la santé et la résistance à l'austérité qui fragilise ou ferme des structures publiques (pour les hôpitaux, les EHPAD, etc.).

Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions, il est possible d'ajouter des points, des commentaires. Mais, l'important est d'avoir le retour des départements.

Lettres au gouvernement

Relevé de décisions adopté :

FO (Paul Barbier) a envoyé deux projets de lettre, l'une au premier ministre Gabriel Attal, l'autre à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités Catherine Vautrin. Les deux projets amendés sont adoptés.

Le courrier à madame Vautrin sera accompagné de la lettre du chef de cabinet du 1^{er} ministre qui la missionne pour nous recevoir.

FO finalise les deux courriers, les soumet pour une dernière relecture au G9 et les envoie.

Divers (Relevé de décisions adopté :)

Le Haut Conseil de l'Âge HCA se réunit demain jeudi 16 mai et poursuit l'étude commandée par le COR sur les bonifications conjugales et familiales. Les menaces sont réelles, notamment autour de l'abatement

de 10 % et la remise en cause de la pension de réversion. Le projet du PLFSS 2025 sera connu en juin ainsi que le rapport du COR.

Nous aurons de quoi travailler ensemble.

Prochaine réunion : 24 juin à 14 h dans un lieu à préciser (CGT ou FO, selon la disponibilité de salle)